



Pierre Laurent, secrétaire National du PCF, en visite en Loire-Atlantique : «L'industrie est centrale pour sortir le pays de la crise»

Pages 4 et 5

Les Nouvelles

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 989

4 décembre 2014

prix : 0,70 €

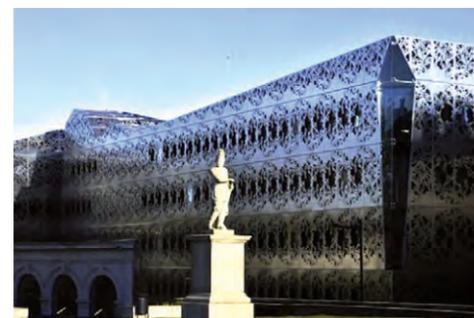


Faire vivre la presse progressiste !

**J'aime et je soutiens
les Nouvelles de
Loire-Atlantique**

P 2

**Départementales
de mars 2014**



Les communistes en campagne
pour redresser la gauche et
mettre la droite en échec.

P 3

**Etat généraux
de l'industrie**



250 personnes à Saint-Nazaire
pour participer au grand débat
sur l'industrie

P 5

Goncourt 2014

«Pas Pleurer» de Lydie Salvaire

P 6

Conseil Régional

Le budget en question

P 7

Une presse en crise

Pour la seule année 2013, la baisse des ventes concernant les titres papier était de 5% à 20%. Une situation qui fragilise grandement les emplois, menace les titres et, par la même, le débat d'idée ! Aucun titre, aucun format n'est épargné. France soir, la Tribune (hormis le week-end) sont passés au format numérique. La crise frappe durement les rédactions et en bout de chaîne les buralistes. Il ne se passe pas une semaine sans qu'un titre fasse appel à la contribution de ses lecteurs. Dernièrement Le Monde Diplomatique, Siné Mensuel, Charlie Hebdo, ou encore L'Humanité (voir page 8).



Je soutiens les Nouvelles

2

Cher camarade, chère ami-e, chère lectrice et cher lecteur,



L'information, sa pluralité est un droit essentiel, il faut bien le dire, aujourd'hui menacé. Nombre de titres peinent à survivre, ils subissent la concurrence d'internet, la hausse des prix du papier, la baisse de leur recettes publicitaires. Encore, la semaine dernière, le quotidien L'Humanité lançait une grande souscription exceptionnelle.

Les Nouvelles de Loire-Atlantique ne sont pas épargnées par cette crise de la presse et aujourd'hui, leur publication pourrait être menacée sans aucun soutien de la part de ses lecteurs, sans aucune réflexion sur son évolution.

Les Nouvelles de Loire-Atlantique, c'est votre voix, celle des communistes du département, celle des nombreux militants associatifs, syndicaux, politiques qui s'y expriment et que l'on ne pourrait lire sur aucun autre support papier, ou, tout du moins, auquel il n'est pas donné la même place dans les media traditionnels.

Cette voix, cette singularité, nous voulons continuer, avec vous de la porter ! C'est la raison pour laquelle je vous invite à prendre ou à renouveler votre abonnement et à soutenir financièrement votre journal via la souscription.



Très concrètement, ce soutien financier pourra nous permettre de continuer à imprimer les Nouvelles de Loire-Atlantique à une fréquence régulière et à diffuser largement la voix du mouvement politique et social qui nous est cher. Cependant, pour ne pas fragiliser notre parution le prochain numéro paraîtra mi-janvier et tous les numéros qui auparavant paraissaient pendant les vacances scolaires seront supprimés.

Malgré cette situation financière, nous ne nous résignons pas, nous sommes attachés à répondre aux exigences, à la qualité qu'est en droit d'attendre notre lectorat. Nous nous lançons avec vous dans une grande réflexion pour renouveler et repenser notre journal à l'aune du 1000^{ème} numéro. C'est pourquoi vous trouverez un questionnaire dans cette page.

Nous partageons un combat commun, celui de voir une nouvelle société émerger, rompant avec les dogmes du capitalisme, de l'égoïsme, et du chacun pour soi. Les Nouvelles de Loire-Atlantique entendent bien participer de cette mécanique révolutionnaire, de ce combat pour l'émancipation des classes populaires.

Nous comptons sur vous, pour nous aider à poursuivre ce combat.

Jérôme TURMEAU
Rédacteur en chef
des Nouvelles de Loire-Atlantique



JE SOUTIENS et je m'abonne aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :

ADRESSE.....

TEL:..... EMAIL:.....

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros pour un abonnement d'un an (Chèque à l'ordre de PCF44)

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€ (Chèque à l'ordre de ADF44 - Déduction fiscale de 66%)

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

SOYEZ ACTEUR DE VOS NOUVELLES

Avez-vous le temps de lire régulièrement les Nouvelles

Oui
Non

Votre Journal

Veuillez numéroter par ordre croissant les pages qui vous intéressent le plus.

Actualités nationales-internationales	<input type="checkbox"/>	Culture, Idées	<input type="checkbox"/>
Actualités locales	<input type="checkbox"/>	Activité des élus	<input type="checkbox"/>
Dossier sur une thématique	<input type="checkbox"/>	Vie du parti/section	<input type="checkbox"/>
Actualité sociale et des entreprises	<input type="checkbox"/>		

Ce qui correspond à vos attentes sur ces pages :
.....

Ce que vous voudriez voir améliorer :
.....

Votre jugement global (les points forts, les points faibles)
.....

Si les Nouvelles devaient changer, quelles seraient vos suggestions
.....

Vous

Quelle autre presse lisez-vous ? :

Femme Homme Age : Profession :

Adhérent, association, syndicat, parti politique :

A retourner à : Questionnaire NLA - 41 rue des Olivettes 44000 Nantes avec le bulletin d'abonnement et le bon de soutien

Rencontre régionale au Centre Culturel Kurde pour le 36e anniversaire du PKK: « L'Internationalisme est un combat ! ».

Robin Salecroix, jeune responsable départementale du PCF et élu de Nantes, a apporté son salut et son soutien au nom des communistes. Après des échanges fructueux avec les participants à ce rassemblement de 500 personnes, il a notamment déclaré dans son intervention : « Tant que la lutte contre les groupes jihadistes ne visera pas les causes de leur implantation, l'objectif ne pourra être atteint... Les Etats-Unis, comme d'autres Etats dans la région dont les monarchies du golfe, ont joué avec le feu : ils s'en sont fait des alliés de circonstance pour servir leurs intérêts... Abdullah Okhalan fondateur du PKK a été capturé par l'action des services secrets turcs, américains et israéliens en 1999. Le PKK est encore sur la liste des organisations terroristes, et le soutien occidental au président Turc criminel est inadmissible... Pour les jihadistes « les Kurdes représentent ce qu'il y a de pire : la laïcité, l'égalité hommes-femmes et la démocratie. C'est pourquoi notre parti est inconditionnellement lié au destin de nos frères et sœurs Kurdes ».



L'actualité

3

En bref

La conjoncture énergétique met à mal la théorie malthusienne du pic pétrolier.

Les Etats-Unis produisent désormais 9 millions de barils par jour (pétrole de schiste) qui couvrent 60% de leurs besoins contre 40% en 2010. **La montée en puissance de la production a pris le pas sur les facteurs de risques.** Les E.U deviendraient exportateurs avant 2020. En conséquence, ce choc d'offre est amplifié par le ralentissement de la croissance mondiale, qui menace de s'étendre de l'investissement à la consommation.

Le commerce mondial croît désormais moins vite que l'économie globale.

Dans les années 90, quand le PIB augmentait d'un point, les échanges de marchandises progressaient de 2,2. Depuis la dernière dépression (2007-2008) et le rebond de 2010, trop vite assimilé à une reprise, le commerce mondial est entré en 2012-2013 dans une croissance molle (de 6 % par an entre 1990/2008 à 2,2% aujourd'hui). Dans la zone euro, qualifiée d'« épice de la crise », les importations ont baissé de 1,1% en 2012 et augmenté d'à peine 0,3% en 2013.

Pour la première fois, Die Linke va diriger un Land allemand.



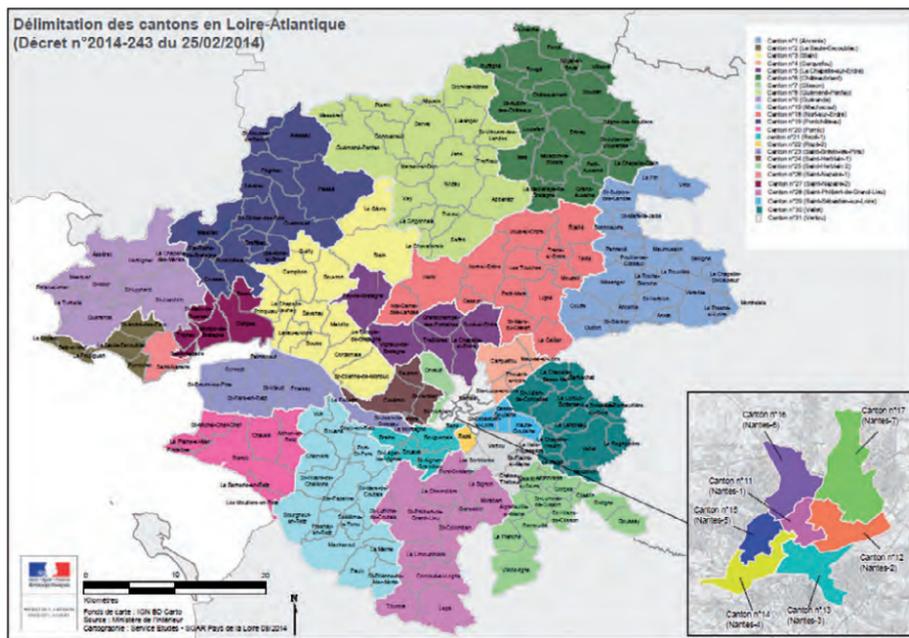
Deux mois après les élections de Septembre, Die Linke (28,2%), le parti socialdémocrate (SPD 12,4%), et les verts (5,7%), sont parvenus à un accord de coalition. Le SPD aurait pu continuer à diriger ce Land avec la CDU, arrivée en tête (33,5%). **Mais il a préféré se tourner vers une nouvelle alliance dirigée contre l'austérité.** Avec une majorité d'une voix, il n'y aura pas de « grand soir » à Erfurt. Cependant parmi les premières mesures, 500 postes d'enseignants vont être créés chaque année et la première année en crèche sera gratuite.

En 2012, 820 000 personnes ont acquis la nationalité d'un des 28 pays de l'Union européenne.

708 000 sont des ressortissants non européens. **Le Royaume-Uni est de loin le premier pays à accorder sa nationalité** (194 000), devant l'Allemagne (115 000), puis la France (96 000) et l'Espagne (94 000). **Les marocains sont les principaux bénéficiaires** (60 000), devant les Turcs (54 000), les indiens (37 000) et les Equatoriens.

Départementales

A l'issue de leur dernier conseil départemental, les communistes adoptent une résolution en vue des prochaines élections départementales, nous publions ci-après intégralement cette déclaration.



Élections départementales 2015 : Appel des communistes de Loire-Atlantique pour Redresser la gauche et mettre la droite en échec :

Dans moins de 4 mois, les électeurs de Loire-Atlantique seront appelés aux urnes pour élire leurs conseiller(s) départementaux. Jamais une élection n'aura été préparée dans un contexte aussi grave.

A la crise économique aggravée par les politiques d'austérité conduites par Hollande et Valls s'ajoute une réforme territoriale inaboutie, autoritaire et antidémocratique. Les renoncements de François Hollande et la connivence de son exécutif avec le MEDEF font peser le risque d'une abstention massive, d'un retour de la droite et d'une nouvelle progression du FN.

C'est la capacité à conduire des politiques de gauche dans les territoires qui est aujourd'hui en danger.

Il y a urgence !

Les prochaines élections départementales de mars 2015 seront essentielles. En Loire-Atlantique comme ailleurs elles ont fait l'objet d'un redécoupage visant à favoriser le bipartisme, à affaiblir l'expression démocratique et le pluralisme.

La bataille est engagée contre ceux qui, pour imposer l'austérité et la loi du marché, cherchent à contourner la démocratie locale et les services publics.

Tout accord politique limité à des répartitions de candidatures ne saurait répondre à l'enjeu.

Les départements ce sont 72 milliards de dépenses publiques pour l'action sociale. Ils s'inscrivent dans les réalités des territoires pour répondre aux besoins de leurs habitants.

Ils sont essentiels dans leur vie quotidienne, notamment en ce qui concerne

l'aide à la personne et l'accompagnement des individus dès leur plus jeune âge.

Sans attendre nous agissons de toutes nos forces pour élargir le Front de Gauche, amplifier les mobilisations et le rassemblement contre ces politiques et pour une alternative de gauche rassembleuse, crédible et populaire qui ne peut se construire qu'en rupture avec les logiques libérales mises en œuvre avec zèle par ce gouvernement, comme par la droite auparavant. Notre pays a des atouts, des capacités, des forces vives pour construire un projet de société solidaire, coopératif, pacifique basé sur la démocratie locale.

Il faut défendre l'existence du département, sa capacité d'action publique, protéger ses services publics, garantir la démocratie locale et combattre clairement les 11 Milliards de baisses de dotations programmés pour les collectivités locales.

Nous lançons un appel solennel à toutes celles et tous ceux qui partagent ces objectifs et ne se reconnaissent pas dans les choix du gouvernement pour

- Construire présenter et soutenir dans chaque nouveau canton un projet et des candidatures de large rassemblement qui soient les visages divers et multiples de la Loire-Atlantique : des ouvriers, des salariés, des étudiants, des intellectuels, des hommes et des femmes engagé-e-s venus de tous les horizons de la gauche, du monde syndical et associatif.
- Gagner de nouveaux élus communistes, républicains et front de gauche pour continuer d'agir dans le département.
- Garantir la mise en échec de la droite et du Front National.

L'assemblée adopte la réforme des régions...

Par 277 voix pour, 253 contre et 30 abstentions. Le projet de loi crée 13 grandes régions métropolitaines, au lieu de 22 actuellement, alors que le Sénat en proposait 15. **« A long terme, il n'y aura plus que 60 départements en France ».** C'est la prévision du patron des sénateurs socialistes, favorable aux fusions des départements et des petites communes. **La technocratie poursuit ses élucubrations pour se rapprocher d'un standard-européen »** virtuel, susceptible de favoriser des économies. Les forces vives de la République peuvent encore s'y opposer en exigeant un référendum.

« Des maires au bord de la crise de nerfs ».

C'est l'interpellation de Nicolas Sansu député communiste et maire de Vierzon à l'encontre de Manuel Valls... **« car la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités (28 milliards d'euros en 3 ans) est un coup sans précédent porté à nos territoires, visant les services et l'investissement publics ».**

IVG: un droit pour lequel il faut rester mobilisé.



Lors du 40e anniversaire de l'adoption de la loi légalisant l'IVG, **Marie-Annick Benâtre membre de la direction départementale du PCF a souligné deux aspects :** « Cette grande conquête sociale, a été obtenue de hautes luttes, par la mobilisation des militantes et des associations féministes, de femmes et d'hommes politiques ainsi que le courage de Mme Simone Veil ». **Mais « aujourd'hui il est de plus en plus difficile d'avorter en France. Depuis 10 ans, 130 établissements pratiquant l'IVG ont fermé ».** Elle appelle à se mobiliser **« pour des moyens humains et financiers permettant aux femmes d'avorter dans de bonne condition ».**

#PayeTonUtérus, le mot-dièse invitant les femmes à témoigner...

Contre les gynécologues, paternalistes, condescendants, ayant des gestes irrespectueux... En quelques jours 10000 femmes ont révélé leurs expériences malheureuses chez un gynécologue, un généraliste ou à la pharmacie, ces petites phrases qui blessent ou humilient durablement. **« Lorsqu'on est face à des professionnels de santé moralisateurs, voir maltraitants, on paye très cher d'avoir un utérus au sens propre comme au sens figuré ».** Une étudiante en pharmacie souligne **« A la fac, on a très peu de cours là-dessus, on ne considère pas les patients comme des gens, mais comme des pathologies ».**

Le secrétaire national du PCF pour une journée marathon en Loire-Atlantique

Dans le cadre des 1000 rencontres pour l'alternative et de la clôture des Etats généraux en Loire-Atlantique, le secrétaire national du PCF s'est rendu dans le département ligérien le 27 novembre dernier. Il a profité de cette journée pour rencontrer de nombreux communistes, des militants syndicaux, visiter les chantiers STX, participer à la campagne de pétition à l'adresse du président, inaugurer le local des communistes de Brière et participer au grand débat sur l'industrie. Les 2 pages suivantes seront consacrées à cette journée !



Etats Généraux de l'industrie

4

Pierre Laurent en visite aux chantiers STX



La journée bien remplie de clôture des états généraux de l'industrie à St-Nazaire a débuté en présence de P. Laurent avec la visite des chantiers STX de St-Nazaire. Laurent Castaing, directeur général de STX France a pu présenter et faire visiter l'outil industriel à une délégation d'une quinzaine d'élus communistes du département. Une première historique, le dernier secrétaire national du parti communiste à avoir visité les chantiers navals étant G. Marchais.

L'occasion pour eux de questionner et d'échanger autour des enjeux clefs pour l'avenir économique du site. Autour des trois segments principaux d'activité du chantier nazairien que sont la filière passagers, militaire ou spécialisée avec notamment les enjeux liés aux Energies Marines Renouvelables (EMR). Les interrogations ont été de plusieurs ordres. Avec par exemple l'actualité du recours à l'intérim et aux travailleurs détachés ou encore, de l'adoption d'un accord dit

de compétitivité précarisant toujours un peu plus les travailleurs au prétexte d'une concurrence internationale acharnée. Autre enjeu débattu : celui du PSE de STX Lorient où une quarantaine de postes sont menacés. Enfin les échanges fructueux autour de la diversification de la production avec les EMR et les navires spécialisés, ou encore, de la filière de la déconstruction ont permis d'éclairer la délégation sur les enjeux d'avenir. Les différences entre les communistes et la vision d'un directeur général aux prises de la stratégie actionnariale des propriétaires coréens étaient franches. Le débat, pourtant, a permis de révéler le besoin partagé entre les différents intervenants de **l'importance stratégique d'un outil industriel de cette envergure, de la nécessité d'un engagement fort de l'état sur cette filière stratégique pour l'emploi local et l'industrie de notre pays.** Un préambule utile aux rencontres de toute la journée, et à la construction des réponses alternatives des communistes sur ces enjeux.

Rencontre

Midi, section de St-Nazaire du PCF, une trentaine de syndicalistes et élus se retrouvent autour de P. Laurent.

Ce temps de rencontre dense en discussion a permis d'approfondir les grandes problématiques industrielles du bassin nazairien notamment. Une large palette de responsables syndicaux ont répondu à l'appel, à l'image des responsables CGT : C. Hiou de la raffinerie de Donges-, G. Dessables des Cheminots-, D. Richard de Man Diesel-, A. Manara d'Aerolia et J. Cadoret des Chantiers Navals. **Dès le début des échanges, les questions et réflexions communes ont débuté sur les convergences et les batailles à mener auprès des salariés pour beaucoup confrontés à la précarité et au chômage.** Pour J. Cadoret « la question des travailleurs détachés aux chantiers est

essentielle, pour pointer du doigt la responsabilité des donneurs d'ordre et éviter les raccourcis populistes d'opposition des ouvriers entre eux ». Pour le syndicaliste « nous devons toujours mieux articuler les propositions concrètes et la critique globale du système pour être crédible aux yeux des salariés ». Pierre Laurent a réaffirmé la position des communistes, notamment au Parlement sur cette question comme bien d'autres, l'importance de **redonner au pays un projet industriel fort**, tout en pointant la « nécessaire combativité et l'esprit de large rassemblement à avoir dans la période ». **«Batailler sur des contenus, rendre crédible l'alternative, construire les résistances locales et nationales dans l'intérêt des salariés et du pays »** pour mettre un coup d'arrêt aux politiques destructrices du gouvernement.



Trignac

Un nouveau local pour les communistes de Brière



Le secrétaire National du PCF, Pierre Laurent, a profité de sa journée en Loire-Atlantique pour faire une longue halte dans la commune de Trignac.

Après s'être rendu, avec les militants communistes de la cellule et Sabine Mahé, ancienne Maire de la ville devant l'école Jean Jaurès à la rencontre des habitants, le secrétaire national a inauguré le nouveau local des communistes de la section de Brière.

Une visite du responsable communiste sous le sceau de la reconquête ! Un état d'esprit partagé par Sabine Mahé huit mois après que l'UMP épaulée

par le Front National ait remporté les élections municipales dans la ville.

L'ancienne édile ne renonce pas : « *j'invite tous les Trignacais à continuer de se battre* » et de citer pour exemple le combat pour faire respecter le repos dominical dans les centres commerciaux à l'approche des fêtes de fin d'année.

L'occasion pour le secrétaire national du PCF de rappeler aux nombreux militants communistes présents pour fêter ce nouveau local, **l'urgence de mobiliser et de rassembler** « *dans un moment particulier où la grande souffrance sociale, les perspectives sombres font peser de lourds dangers sur le plan politique.* » « *L'urgence a-t-il ajouté, est de ne pas laisser le pays prisonnier d'un scénario UMP/FN, comme ici à Trignac.* »

Une urgence qui devra mobiliser les communistes alors que les prochaines élections départementales auront lieu en mars prochain, « *Nous sommes disponibles pour mettre en mouvement le rassemblement et nous pouvons, avec le Front de Gauche, entamer ce travail* ». Et, Pierre Laurent de conclure : « *Ici à Trignac, comme ailleurs, les communistes ont toujours été des combattants, le peuple souffre des divisions, à nous de combattre et de rassembler tous ceux qui sont écrasés par la domination.* »

Inauguration de la Maison des communistes de Brière - Le mot de Véronique Mahé (co-secrétaire de section)

« Nous avons la ferme volonté de perpétuer l'histoire militante de la section de Brière. La rénovation du local en était une étape. Une façon aussi de rendre hommage à Jean René Teillant -ancien secrétaire de la section qui nous quittait il y a tout juste 12 ans- de rendre hommage à son engagement, sa combativité. A la suite des revers aux dernières municipales, les communistes sont heureux de voir les couleurs du Parti Communiste Français s'afficher à nouveau à Trignac.

Ce local doit être un lieu de Rendez-vous des militants, un lieu d'information, d'échange, un point de rencontre avec la population de Brière.



Salle comble pour le grand débat sur l'industrie

250 personnes se sont donné rendez-vous à Saint-Nazaire pour participer à la clôture des Etats Généraux de l'industrie en Loire-Atlantique. De nombreux débats avaient été initiés par les Nouvelles de Loire-Atlantique en amont.

Pierre Laurent, sénateur, secrétaire national du Parti Communiste Français; Christophe Clergeau, 1^{er} Vice-président socialiste de la région des Pays de la Loire en charge de l'économie ainsi que Jean-Philippe Magnen, 3^{ème} Vice-président de la région des Pays de la Loire en charge de l'emploi et de la formation professionnelle étaient de ce grand débat ponctué par les interventions de syndicalistes en lutte pour la défense du patrimoine industriel ligérien.



en Loire-Atlantique

5

Le grand débat

Le premier tour de table faisait apparaître le même constat, plus ou moins partagé. D'entrée Jean-Philippe Magnen affirmait : «C'est la finance qui gouverne». Christophe Clergeau saluait quant à lui l'initiative : «On n'a pas tellement l'occasion de débattre» et pointait deux questions «C'est quoi l'industrie aujourd'hui ?» Et de répondre : «Avec ses emplois générés en amont et en aval ? Nous sommes la 3^{ème} région industrielle de France et donc en première ligne pour la ré-industrialisation». Prenant l'exemple de la Région il soulignait la défaillance du système bancaire pour le financement des investissements industriels : «Qui fait le banquier dans les Pays de Loire ?». Evoquant le drainage de l'épargne populaire pour éviter le marché financier, il rendait hommage à la mise en place de «la commission de suivi des aides» sous l'impulsion de Philippe Denis conseiller régional communiste.

Pierre Laurent plaçait le débat à son niveau de responsabilité : «La question de l'industrialisation est centrale pour sortir de la Crise. En 10 ans nous avons perdu 1 million d'emplois industriels. Il y a 40 ans tout le monde soutenait l'idée d'une société post-industrielle. Aujourd'hui nous pouvons reprendre l'offensive... Oui, l'industrie est malade de la finance, chaque salarié de la SEITA rapporte par mois, 40 000 euros de dividendes aux actionnaires ! Mais à partir du même constat, dans quelle direction avance le gouvernement depuis 2 ans 1/2 ? L'ANI (Accord National Interprofessionnel) qui ne permet aux salariés qu'une seule chose : négocier des PSE ! Le CICE et ses 40 milliards pour le patronat sans contrôle réel !». Revenant la question du financement il soulignait l'insuffisance de la BPI (Banque publique d'investisse-



ment) : «les banques françaises ne sont jamais aux rendez-vous industriels, il faut envisager à nouveau leur nationalisation...».

Répondant à la dénonciation du CICE et à son manque de contrôles, Christophe Clergeau concédait «que comme l'ensemble des syndicalistes, il pensait la même chose. Certes la BPI était de taille modeste, mais elle avait le mérite d'exister». Revenant au niveau régional il soulignait la création d'emplois directs avec le développement de la filière des éoliennes. «Une région de gauche ça sert à quoi pour la création d'entreprises ?».

Philippe Magnen poussait sa réflexion plus au fond, interrogeant «le sens à donner à la notion de nouvelles industries ? Faut-il soutenir à perte par des «pansements sociaux» les anciens fleurons industriels ? Ou reconverter vers des solutions alternatives vers

une nouvelle croissance ? Faut-il revenir à des solutions centralisées ou régionales ?» Pierre Laurent recadrait sur l'essentiel, tout en répondant aux questions qui se posaient : «Non les communistes ne sont pas des passésistes, des productivistes figés dans leur vision d'une industrie du XX^{ème}». Le document du PCF reprenant les travaux de la convention sur l'industrie en attesterait. Non les communistes ne sont pas des centralisateurs, tout au contraire ils sont pour la déconcentration des pouvoirs. «C'est du reste une question de fond, que celle du statut des entreprises et des droits des salariés».

A L'heure où les nouvelles dérèglementations du ministre de l'économie vont encore dans la mauvaise direction, celle qui donne toujours plus au patronat au dépend des salariés. «Faute d'un changement de cap, cette politique va nous mettre pour 10 ans dans l'opposition face à la droite et au FN» insistait le responsable national du PCF.

Paroles de syndicalistes

Le grand débat de clôture des états généraux de l'industrie est rentré dans le vif du sujet en laissant une fois encore les salariés premiers concernés s'exprimer, développer leurs luttes d'aujourd'hui dans les entreprises.

M. Laboureur responsable CGT de la SEITA

Carquefou est revenu sur la lutte menée par les salariés dans le cadre du Plan dit « social » d'Imperial Tobacco. Ces suppressions de près de 366 postes en France viennent pour le syndicaliste « démontrer la réalité de licenciements boursiers alors que les actionnaires du groupe se versent 40000 euros de dividendes par salarié et par mois ». Pour M. Laboureur il y a pourtant un avenir à la filière tabac en France. Dans le cadre des politiques de prévention et de santé publique, celui-ci défend « la pertinence de conserver un outil industriel permettant de contrôler la qualité et la traçabilité des cigarettes produites ».



choix de l'industriel « financier » Mittal. Mettant en péril l'ensemble de la filière sidérurgique en France.

L'industrie Aéronautique dans ce climat délétère pourrait paraître préservée ... Le carnet de commandes plein à craquer d'Airbus ne rassure pas pour autant A. Manara d'Aerolia, sous-traitant d'Airbus. Pour lui « le recours abusif aux contrats d'intérim est une aberration dans le cadre d'une production prévisible sur le long terme ». Dans les luttes les salariés revendiquent la titularisation des contrats intérimaires non justifiés et leur encadrement plus strict. « Des victoires et des progrès sont arrachés mais la bataille continue ».



Les témoignages de salariés se sont conclus par l'intervention de Joël Cadoret, de la CGT des chantiers navals. La préoccupation de l'emploi digne et bien rémunéré, profitant à la population locale a été le fil rouge de sa prise de parole. « En 2001, le chantier employait 5000 personnes en CDI, aujourd'hui 2200 ». Le discours sur « le coût du travail, la pression sur les conditions de travail et les salaires, dont l'accord de compétitivité des chantiers en est l'illustration » est pour le militant inadmissible. La CGT interpelle donc les pouvoirs publics et les donneurs d'ordre pour revendiquer entre-autre un véritable plan d'embauches et l'obtention de commandes !



Pour Rémi Troadec responsable CGT de l'UL Basse-Loire, l'enjeu de la conservation d'un outil industriel performant était également au cœur de son intervention. Pour le militant « l'accord conclu entre Mittal et Jean-Marc Ayrault, alors Premier Ministre sur le transfert d'activité de l'usine de Basse-Indre vers Florange est venue illustrer l'incapacité du gouvernement à peser sur les

Convention nationale sur l'industrie

Le PCF a tenu sa convention nationale sur l'industrie après celle qu'il avait consacrée à l'automne à son projet européen.

En effet, l'année passée a été une année noire pour les suppressions d'emplois et les fermetures de sites. Plus de 1 000 plans « sociaux » ! L'industrie a payé un lourd tribut : plus de 40 000 suppressions de postes directs sans compter les emplois « induits » ainsi que les dégâts provoqués sur le tissu local. Tout cela allié à la faiblesse des investissements sur notre sol qui constitue une part essentielle de la désindustrialisation ! Cette convention a permis de développer des propositions s'inscrivant dans une conception du développement remettant en cause la domination des objectifs de rentabilité sur l'activité humaine. À l'opposé de la vision à court terme de la financiarisation, les communistes veulent redonner toute sa place à la réflexion sur le long terme, la planification démocratique, l'emploi, le respect de l'environnement générateur d'emploi et de satisfaction des besoins humains

BD : « Nos villes et nos sociétés sont en manque d'utopie » :

Revoir Paris se déroule en 2156. Une jeune femme, Kârinh, n'a qu'une idée en tête : s'échapper de la colonie spatiale créée par un groupe d'anciens Terriens qui a coupé tout lien avec sa planète d'origine. Elle rêve de rejoindre cette Terre qu'elle n'a jamais vue, et surtout Paris, qu'elle a fantasmé à travers les illustrations d'Albert Robida (1848-1926), sorte de Jules Verne de la caricature. Cet hommage appuyé aux utopistes et visionnaires de la fin du XIX^e siècle leur a donné l'idée d'une BD et d'une exposition sur les projets architecturaux du futur (Cité de l'architecture et du patrimoine. Paris 16^e, jusqu'au 9 mars). **Revoir Paris** (Casterman, 64p, 15 euros) 16^e album du duo François Schuiten et Benoît Peeters. **Images- François Schuiten, des Cités obscures à la ville lumière** (Casterman, 32p, 9,90 euros). Très belle publication grand format –dessins rares sur les utopies architecturales.



Culture, idées

6

Coût du Capital Le décryptage En trois articles...

1. La mécanique (ou la tam-bouille) du capital : quelques clefs pour comprendre.



L'emprise du capital sur l'économie, et les sociétés, s'effectue par des canaux complexes certains très explicites d'autres plus sournois. **Grossièrement tout repose sur 3 grands mécanismes : les processus de sélection des activités investies « les investissements », les processus de captation de marges, l'organisation et la gestion des entreprises.** L'ensemble forme système et draine des profits qui tendent à se concentrer entre quelques mains.

Au commencement donc la question de la sélection d'un projet d'investissement. La décision de se lancer dans un projet d'investissement qui mobilisera, sur une durée longue, un capital économique et un collectif de travail s'opère à l'examen d'un Business Plan. Ce BP (ou PMT pour Plan Moyen Terme) comprend 2 grands volets : l'un concerne le « marché » Que va-t-on vendre ? A qui ? Dans quelles conditions de prix ? Qui seront nos concurrents ? L'autre détaille les gains nets espérés sous forme d'un tableau sur 5 à 10 ans identifiant des flux décaissés et des flux encaissés actualisés. Le projet pourra aussi relever de la catégorie dite « investissement de rationalisation » qui vise à accroître la rentabilité d'une activité existante et dans ce cas la partie étude du marché est réduite.

Aujourd'hui un projet d'investissement ne surmontera pas ce barrage financier s'il n'offre pas un taux de rendement interne (TRI) supérieur à 15 % (la fourchette va de 15 à 25%). Ce taux mesure le flux net des gains rapportés à la mise de départ. En gros les financiers, car la décision en dernier ressort leur revient, vont donc rejeter des projets dont l'horizon de vie est de 10 ans minimum (voire 20 à 25) s'ils ne voient pas que leur mise ne sera pas récupérée dans un délai de 5-6 ans. Cherchez l'erreur.

Patrick Caspard

« Pas pleurer » de Lydie SALVAYRE. Ed. du Seuil 2014

La parenthèse prodigieuse ...

En attribuant leur millésime 2014 à Lydie Salvayre, les jurés du Prix Goncourt ont récompensé une oeuvre romanesque déjà conséquente, aux succès reconnus, et solidement installée dans la durée. Par ses thèmes et un style inventifs, l'art romanesque de Lydie Salvayre ne s'est jamais démenti avec des titres comme ciselés au diamant et parfois détonnants. Elle le revivifie et le renouvelle ici pour notre plus grand bonheur.

Si la trame du roman tient en une courte période de l'histoire de l'Espagne à l'été 1936, c'est avant tout un récit d'amour libérateur (filial et maternel).

Montse, 90 ans, a presque tout oublié, sauf cet été 36, que sa fille cadette restitue patiemment avec une exactitude implacable en y mêlant le témoignage de Bernanos*, qui réside alors à Palma de Majorque.

D'un côté, ces paysans pauvres d'Aragon, durs à la tâche, à l'ignorance crasse, partisans de l'ordre établi, soumis depuis des siècles, tels des serfs, aux grands propriétaires terriens, aux aristocrates de rang, de fortune ou d'Eglise, aux « bien-pensants », vite incrédules quand les libertaires décrètent que la terre est à tout le monde et la distribuent.

De l'autre, les « nationaux » qui sous le commandement de Franco entreprennent de détruire la République proclamée 2 ans plus tôt et vont affronter les troupes républicaines, les « regulares », et les volontaires venus d'Europe ou d'Amérique, en faisant régner, avec la bénédiction du clergé, une terreur sauvage, que la non-intervention de la France avantage, tandis que Mussolini et Hitler fournissent avions, chars, armes et instructeurs.

Entre les 2, Bernanos est le témoin de plus en plus lucide de l'écrasement des forces populaires, au nom de la foi et du sentiment national – mot maudit s'il en est qui divise les enfants, les femmes et les hommes en 2 mondes ennemis, d'un côté « les mauvais pauvres » dont il n'y a rien à attendre, de l'autre



« les bonnes âmes » qui savent, eux, distinguer le bien du mal.

Lydie Salvayre fait revivre ce mouvement impétueux de l'Histoire avec un bonheur inégalé : prose inspirée, vocabulaire trituré, style violent ou léger, faits et citations authentiques. C'est « L'été de splendeur de la mère combattante », comme le dit Alain Nicolas, qui après un bref séjour de liberté et de découverte à Barcelone revient au pays, portant l'enfant illégitime d'un bref amour avec un beau Français qui s'appelle André (Malraux, à cause de sa mère rebelle ?). Elle ne saura rien de lui, ni le nom, ni le destin, et pourtant, mariée par obligation, elle ne l'oubliera jamais.

Les événements vont se succéder jusqu'à la fin tragique et féroce de l'aventure.

Un jour de janvier 39, Montse se joindra à la « Retirada », avec pour unique but de survivre, elle franchira la frontière un mois plus tard, son enfant sur le dos, à qui elle murmure sans cesse « ne pleure pas » et en se demandant si elle « avait eu raison de [lui] faire subir cette apocalypse ».

Son destin sera désormais français, fière à jamais de ce « Pas pleurer » qui lui tient lieu de ligne de vie.

Avec Lydie Salvayre, on enrage, on vibre, on s'indigne, on pleure, on se réjouit, on doute, on sombre dans la mélancolie, on rit, on se révolte, mais on rêve quand même à l'impossible, à « l'inimaginable ».

« Pas pleurer » ?, un bijou !

JPL

*Georges Bernanos (1888 – 1948), écrivain catholique et monarchiste. En 1936, admirateur du soulèvement franquiste, il assiste jusqu'à la rage et l'écoeurement aux massacres perpétrés des 2 côtés. En mars 1937, il quitte les Baléares, il publiera ses notes en 1938 et les publiera sous le titre « Les grands cimetières sous la lune – Témoignage d'un homme libre ». Le succès sera considérable et Bernanos, répudié par les hommes de droite, s'éloignera définitivement de l'Action Française.

14-18 : les commémorations du centenaire à Couëron.

La Municipalité, l'amicale laïque de Couëron-centre, la section Arac de la ville et le lycée Jean-Jacques Audubon, associés avec le Collectif couëronnais pour la mémoire ont présenté un vaste ensemble d'événements pour marquer ce centenaire. Avec cette année plusieurs innovations.

La jeunesse a été particulièrement associée, de différentes façons aux commémorations. Lors de la cérémonie officielle, où des lycéens et collégiens ont procédé à des lectures, avant un lâcher de pigeons par la Colombe couëronnaise, comme signe de paix. A Couëron, ce sont 233 habitants dont les noms figurent sur le monument aux morts.

En partenariat avec l'association **Corto loisirs**, une cinquantaine de jeunes, entre 8 et 12 ans ont enquêté en divers lieux de la ville pour découvrir le pacifisme de **Jean Jaurès**, les droits de l'Homme, le principe des anciennes coopératives telles la Fraternité à Couëron et les objets de la guerre collectés par **l'Association républicaine des anciens combattants**, exposés à l'Espace

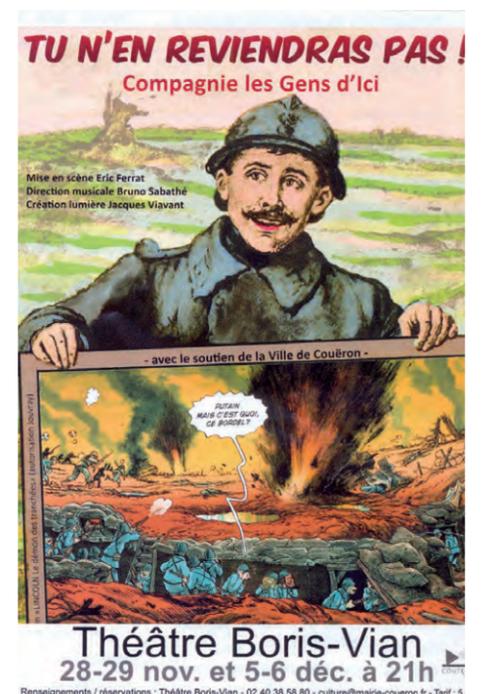
de la tour à plomb. C'est là que pour la première fois **l'Huma-café** a proposé sa **83e conférence-débat** avec l'intervention de l'ancien rédacteur en chef du journal, **Charles Sylvestre**, auteur de La Victoire de Jaurès. Devant plus de cent personnes, **Michel Lucas** responsable de l'Arac de Couëron devait préalablement rappeler les trois objectifs de ces commémorations, lors du vernissage de l'exposition: « **Dénoncer l'ambition impérialiste, dénoncer encore l'horreur de cette guerre et travailler la vigilance citoyenne face aux tensions actuelles** ».

Deux autres temps forts relateront cette diversité d'événements :

La médiathèque Victor-Jara avec une exposition (dès treize ans) « Putain de guerre » et des lectures pour les plus jeunes.

Au **théâtre Boris Vian**, un spectacle spécialement créé par **les gens d'ici**, « **Tu n'en reviendras pas !** ».

Un ensemble exemplaire... que l'on retrouve dans peu de commune.



Le chiffre

-1,87% de produits de fonctionnement, c'est la projection, pour les communes de la répartition de la "contribution au redressement des finances publiques". En se basant sur les comptes administratifs de 2013 Nantes perdrait 7.6 millions d'euros, Couëron 407 000 et Blain 150 000.

La phrase

« La marche est trop haute, elle est inatteignable »

François Baroin, à propos de la diminution des moyens des collectivités. Le nouveau président de l'association des Maires de France avait été à l'origine, lorsqu'il était ministre des finances de Nicolas Sarkozy, des premières diminutions en valeur des dotations de l'État aux collectivités !!!.

Au cœur des collectivités

7

Session du Conseil Régional des Pays de la Loire

Orientations budgétaires et reconnaissance de la Palestine

Amusé, Philippe Denis débute ainsi son intervention sur le débat d'orientation budgétaire : «Une fois n'est pas coutume, mais que le groupe communiste commence une session avec le soutien de Christine Lagarde et du FMI confirme nos propos. Comme nous le disons dans cet hémicycle, le FMI préconise une accentuation de l'investissement public dans le but de relancer l'activité et créer des emplois». Il poursuit en citant le rapport de l'organisme international: «Les pays où les besoins en infrastructure sont clairement définis, les processus d'investissement public efficaces, et où l'économie tourne au ralenti ont tout intérêt à augmenter les investissements publics». Il regrette que l'actuel gouvernement suive la dynamique initiée par le gouvernement de Nicolas Sarkozy lorsqu'il avait gelé les dotations de l'Etat et supprimé la taxe professionnelle.

Il rappelle que les dotations reviendront au niveau de 2002, c'est à dire au niveau d'une époque où la Région assumait moins de compétence (par exemple la charge des personnels non enseignants des lycées). Ainsi, la délégation sénatoriale aux collectivités prévoit une réduction de 30% de l'investissement local. La conséquence : cette politique d'austérité contre les collectivités ne fait que «repousser la sortie de crise».

Il est rappelé que la Région Pays de la Loire a déjà engagé

Evolution prévisionnelle des dépenses d'investissement en M€



deux plans de soutiens depuis le début de la crise et que depuis 2004 la croissance de la Région est soutenue par des budgets ambitieux. La démagogie de la droite est dénoncée : sur le plan régional, elle demande toujours plus d'investissements mais défend nationalement 80 millions de diminution du budget de fonctionnement et de 40 millions celui d'investissement.

Bien que l'Etat se désengage aussi sur le contrat de plan Etat-Région, les élus communistes se félicitent des 150 millions d'euros supplémentaires portant l'investissement régional à 2,8 milliards d'euros pour la période 2011-2016.

A l'occasion d'un vœu de la majorité régionale, Véronique Mahé a pu exprimer les positions des communistes au sujet de la reconnaissance, par la France, d'un Etat palestinien, "il s'agit d'un combat historique en faveur de la liberté d'un peuple d'une extraordinaire dignité. Il s'agit d'une exigence de justice pour briser le joug colonial là où il subsiste". Cette reconnaissance "n'a rien d'une faveur, il s'agit d'un droit inaliénable", rappelant que le "droit à disposer de son propre Etat est reconnu par le droit international, notamment par la Cour Internationale de Justice de 2004 et les résolutions du Conseil de sécurité n° 242 et 1860 qui délimitent cet Etat occupé sur les frontières de 1967, avec Jérusalem Est comme capitale".

Congrès des Maires de France Malgré quelques gestes, l'inquiétude demeure



Du 25 au 27 novembre 2014 s'est déroulé le Congrès de l'association des Maires de France. Cet événement fut marqué par l'élection de François Baroin à la tête de l'association ainsi que par quelques annonces gouvernementales. Ainsi, Manuel Valls a annoncé la transformation du fonds d'amorçage pour les rythmes scolaires qui deviendra un fonds de soutien aux communes.

Par ailleurs, la résolution finale des congressistes demande la correction de la diminution des dotations de l'État. Les revendications de l'AMF sont l'arrêt des transferts de charges et des mesures normatives, la sanctuarisation des ressources des collectivités ainsi que l'accès au plan de relance européen. L'AMF insiste également sur la défense de la commune, pour cela, elle refuse l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel, elle défend la conservation du critère d'intérêt communautaire pour tout transfert de compétence à l'intercommunalité. Une des revendications principales des élus locaux est d'être entendus, et pour cela l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains montre l'exemple, en mobilisant jusque dans cet événement et appelant les Maires à s'adresser directement à la population.

Conseil Municipal de Bouguenais Nantes atlantique en débat ?



Le 20 novembre, la majorité du Conseil Municipal de Bouguenais a présenté et approuvé un vœu mandatant les conseillers communautaires de la commune à porter la demande auprès de la Nantes Métropole d'une nouvelle étude sur le coût de réaménagement de l'aéroport de Nantes Atlantique. Questions à Gauthier Lorthiois, adjoint au Maire communiste.

Q : Les élus communistes sont favorables au transfert de Nantes Atlantique, alors pourquoi avoir voté ce vœu ?

R : Il s'agissait d'honorer l'engagement de relayer la position de nos partenaires d'EELV, c'était une des conditions pour conserver notre ville à gauche. Comme nous le précisons tous, ceci se fait «sans renier les positions de chacun».

Q : Quel sens donner à cette demande ? Quelle est votre position sur le fond ?

R : L'objectif des verts est de contester le rapport du service technique de l'aviation civile. Je suis confiant sur les conclusions d'une nouvelle étude sérieuse : mettre aux normes coûterait très cher et aurait des conséquences terribles pour le lac de Grand Lieu et les habitants des alentours. Le transfert vers un nouvel équipement apparaîtra comme la meilleure solution si on pense que le grand ouest doit avoir un équipement aéroportuaire.

Près de vous

Conseil municipal de Rezé le 13 novembre 2014 : commentaires sur le rapport d'activité de Nantes Métropole.

Mireille Pernot, élue municipale de Rezé et vice-présidente de Nantes Métropole commence par souligner "continuité et le déploiement de l'action de Nantes Métropole, pour en faire un endroit solidaire où il fait bon vivre ensemble, en répondant aux besoins sociaux, économiques et environnementaux de la population". Elle note les réalisations du Plan Local de l'Habitat, l'augmentation de l'offre de déplacement, la création de nouveaux équipements tels que le stade Pierre Quinon ou encore le renouvellement de île de Nantes ou le démarrage des travaux de la salle de sport métropolitaine. Elle insiste sur la bataille quotidienne pour "que les décisions étiques ne viennent pas amputer nos capacités à investir et assurer des services publics de qualité" et note certaines victoires telles que le passage à 2 % du versement transport patronal.



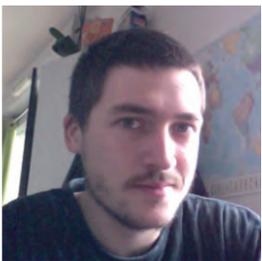
Débat d'orientation budgétaire à la Chapelle sur Erdre

Lors du Conseil Municipal du 24 novembre, les élus communistes et républicains sont intervenus pour «se réjouir du sérieux budgétaire et de la gestion rigoureuse que les différentes équipes municipales ont mises en place depuis de nombreuses années, [...] permettant aujourd'hui de [se] prévaloir de fondamentaux financiers solides qui invitent à appréhender l'avenir de la commune de manière optimiste». Cependant rappel est fait qu'approuver une stratégie budgétaire dans une collectivité territoriale ne signifie pas accepter la logique austéritaire gouvernementale. Ils dénoncent ainsi le désengagement de l'Etat envers ses propres structures locales.

Ouvrons-là

Redonner la parole aux étudiants

Par Pierre CAMUS LUTZ



Reprenant une initiative de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (FMJD), l'Union des Étudiants Communistes a

proposé aux étudiants entre le 10 et le 21 novembre, dans une quarantaine de facultés en France, un **référendum pour se prononcer sur l'austérité mise en place et organisée dans nos universités**. Cette politique de restriction budgétaire se faisant contre et surtout sans les étudiants, il semblait urgent de redonner la parole à toutes celles et ceux qui, dépossédés des possibilités de peser sur leur propre avenir, forment les principaux acteurs de l'université. Et l'attente était grande ; en France se sont **28.180 étudiants qui sont venus aux urnes pour se prononcer contre les logiques libérales et le désengagement de l'Etat**.

A Nantes, après une réunion publique qui rassembla une quinzaine de personnes, le référendum fut tenu les 19, 20 et 21 Novembre.

Permettant d'aller au contact du plus grand nombre avec le relais de plusieurs média locaux tels que Ouest-France, Presse Océan, ou encore Hit-West, ces trois jours ont été l'occasion de porter les revendications d'une université de qualité, véritablement publique et ouverte au plus grand nombre. Interpellé par de nombreux étudiants aussi bien curieux que déjà sensible à cette question de l'austérité, ces trois jours d'action sur la fac de Nantes ont montré que nombreux sont ceux qui se dressent contre les logiques destructrices de nos facultés. **Au total, se sont 347 étudiants nantais qui seront venu porter leurs voix dans les urnes de l'UEC** pour se prononcer contre la casse universitaire et pour dénoncer leur quotidien précaire de TD surchargés, de suppressions de filières et de postes de professeurs.

Proposer des initiatives qui permettent à toutes les composantes du peuple de s'exprimer sur leurs propres conditions de vie, de travail ou d'étude, n'est-elle pas là, la véritable dynamique démocratique dont nous sommes aujourd'hui dépossédés ?

Souscription pour l'Humanité

À la fin de l'éditorial fondateur de l'Humanité, Jean Jaurès déclarait que : *« Faire vivre un grand journal sans qu'il soit à la merci d'aucuns groupes d'affaires est un problème difficile, mais non pas insoluble »*. Ce défi, depuis cent-dix ans, des générations de salariés et de militants de l'Humanité l'ont relevé, au prix d'efforts et de sacrifices considérables. L'idée a pu s'installer que le journal, puisqu'il s'en était toujours sorti, continuerait à franchir les obstacles. Rien n'est moins sûr aujourd'hui. Aucun quotidien, aucun hebdomadaire n'est en bonne santé. Toute la presse écrite dans le monde entier connaît une crise profonde(...). Les concentrations, les rachats de titres par des secteurs industriels et bancaires se multiplient. Qui peut croire que leur objectif est de développer le pluralisme de l'information, l'accès à la culture et le libre arbitre des lecteurs ? Pour y parvenir, ils s'appuient sur les questions réelles que pose la transition numérique qu'ils entendent détourner à leur seul profit. (...) Toutes ces considérations nous conduisent à vous alerter, vous, les lectrices et les lecteurs de l'Humanité, de l'Humanité-Dimanche, les utilisateurs de notre plateforme numérique, les amis de l'Humanité et tous les militants communistes, progressistes, syndicaux. C'est un appel à la vigilance et à l'action que nous vous lançons, d'autant plus que nos publications sont menacées en cette fin d'année. Les chiffres sont là, d'une froideur implacable : une hausse de plus d'un million d'euros de nos coûts de production, des recettes publicitaires qui diminuent de plus de cinq cent mille euros, une baisse de nos recettes de diffusion et une diminution drastique des aides publiques aux quotidiens à faibles ressources publicitaires, décidées sous la précédente législature auquel vient s'ajouter une nouvelle baisse d'au moins deux cent mille euros annoncée la semaine dernière et un déficit de la Fête de l'Humanité, malgré son vrai succès populaire.

Dans l'immédiat, une urgence s'impose à nous, pour faire face à de lourdes contraintes financières d'ici la fin du mois de décembre. Elle nous conduit à nous tourner vers vous, une fois encore, pour obtenir les moyens de trésorerie qui sont indispensables. **Tel est le sens de la souscription exceptionnelle que nous lançons**, tout en étant conscient que les budgets des familles sont eux aussi de plus en plus contraints. Comme les précédentes fois, chaque don versé avec un chèque libellé à notre partenaire « presse et pluralisme pour l'Humanité » d'ici le 31 décembre bénéficiera d'une exonération fiscale de 66%. L'heure est à une grande mobilisation pour aider l'Humanité à faire face à ses besoins. Nous sommes convaincus que cet appel au secours sera entendu.

Vous pouvez effectuer votre don en ligne sur le site de l'Humanité ou envoyer un chèque à l'ordre de Presse et pluralisme « souscription Humanité », à L'Humanité, Secrétariat du directeur, 5 rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 St-Denis cedex.

PUBLICITÉ

RENAULT CAPTUR HELLY HANSEN PRÉSENTE

NORWEGIAN ADVENTURE*

UNE SÉRIE TRÈS SPÉCIALE

- TABLETTE CONNECTÉE R-LINK®
- CAMÉRA DE REÇUL
- SYSTÈME DE CONTRÔLE D'ADHÉRENCE « EXTENDED GRIP »

RETROUVEZ LA NORWEGIAN ADVENTURE*, 500 KM PARTAGÉS ENTRE LE CAPTUR HELLY HANSEN ET UN VOILIER. WWW.CAPTUR.RENAULT.FR

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE
380, route de la Côte d'Amour - Océanis - SAINT-NAZAIRE
02 40 17 20 20

Vite lu...



Nécrologie

Une grande dame nous a quitté ! **Louissette PICONNIER** est décédée. Toute l'existence de Marie Thérèse (son prénom de naissance) fut marqué par son entrée dans la résistance à l'âge de 18 ans. Elle souhaita d'ailleurs garder de son nom de résistance « **sergent-chef Louissette** » ce prénom. **D'une extraordinaire modestie, Louissette évoquait peu son rôle et ses actes** qui lui valurent pourtant de recevoir la croix de guerre, la médaille commémorative de la campagne 39-45, la croix du combattant volontaire 39-45 et la médaille militaire. Epouse de Maurice, commandant dans la résistance. **Militante de la CGT et du PCF**, elle ne vécut jamais dans son ombre et fut élue conseillère municipale de St-Nazaire à la libération et participa ainsi à la reconstruction de la ville. Toute sa vie membre du PCF et de la CGT, **Louissette milita aussi à la Fédération nationale des déportés internés résistants et prisonniers, au comité du souvenir des fusillés de Nantes et Châteaubriant, à l'Association nationale des anciens combattants républicains qu'elle présida longtemps**. A sa famille, à ses proches, le PCF, l'amicale des vétérans et les Nouvelles de Loire-Atlantique présentent leurs plus sincères condoléances.



De sincères condoléances, également, à Jeanine Trouillard et à ses frères et sœurs. Roland vient de nous quitter, il avait adhéré en 1953 au PCF et avait milité de nombreuses années à La Montagne avant de partir en Charente Maritime.

« **Nouvelles de Loire Atlantique** »
Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdo Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Gautier LORTHOIS
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE
Photos page 4 et 5 et 2de photo colonne page 1 : Patrice MOREL

